

7220

**LOIS,
ARRÊTÉS ET ACTES DU GOUVERNEMENT**

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE

28 DECEMBRE 1967

Loi relative aux cours d'eau non navigables (1)

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE Ier. — *Du classement des cours d'eau non navigables*

Article 1er. Au sens de la présente loi, on entend par :

1. Cours d'eau non navigables : les rivières et ruisseaux non classés par le gouvernement parmi les voies navigables, en aval du point où leur bassin hydrographique atteint au moins 100 hectares. Ce point s'appelle origine du cours d'eau;

2. Bassin hydrographique : la superficie de l'ensemble des terres dont l'évacuation des eaux est assurée par le cours d'eau en amont d'un point déterminé.

Art. 2. Les cours d'eau non navigables sont répartis en trois catégories.

Sont classés :

1. En première catégorie : les parties des cours d'eau non navigables, en aval du point où leur bassin hydrographique atteint au moins 5 000 hectares;

2. En deuxième catégorie : les cours d'eau non navigables ou parties de ceux-ci qui ne sont classés ni en première ni en troisième catégorie;

3. En troisième catégorie : les cours d'eau non navigables ou parties de ceux-ci, en aval de leur origine, tant qu'ils n'ont pas atteint la limite de la commune où est située cette origine.

Art. 3. § 1er. Le gouverneur de la province sur le territoire de laquelle le bassin hydrographique d'un cours d'eau non navigable atteint 100 hectares, détermine son origine.

Lorsque le point où le bassin hydrographique d'un cours d'eau non navigable atteint 100 hectares est situé sur la limite de deux provinces, le Ministre de l'Agriculture désigne le gouverneur qui est compétent pour déterminer l'origine de ce cours d'eau.

§ 2. Le Roi détermine le point à partir duquel le cours d'eau est classé en première catégorie.

Art. 4. Pour cause d'utilité publique ou en raison d'un intérêt agricole manifeste, le Roi peut, sur la proposition du Ministre de l'Agriculture :

1. Classifier parmi les cours d'eau non navigables toute voie d'écoulement artificielle ainsi que tout cours d'eau ou partie de cours d'eau dont le bassin hydrographique n'atteint pas 100 ha. Il en détermine la catégorie;

2. Transférer des cours d'eau non navigables de la troisième ou de la deuxième catégorie à une catégorie supérieure :

lorsque le débit de ces cours est augmenté anormalement par des décharges d'eaux industrielles ou d'égouts;
lorsque l'eau de ces cours d'eau est, d'une façon anormale, polluée par des eaux résiduaires;

(1) *Session extraordinaire 1965.*

Senat.

Documents parlementaires. — Proposition de loi, n° 22.

Session 1966-1967.

Senat.

Documents parlementaires. — Rapport, n° 299.

Annales parlementaires. — Discussion et vote. Séance du 27 juin 1967.

Chambre des représentants.

Documents parlementaires. — Projet transmis par le Sénat, n° 454/1.

Session 1967-1968.

Chambre des représentants.

Documents parlementaires. — Rapport, n° 454/2.

Annales parlementaires. — Discussion. Séance du 19 décembre 1967. — Vote. Séance du 20 décembre 1967.

**WETTEN,
BESLUITEN EN AKTEN DER REGERING**

MINISTERIE VAN LANDBOUW

28 DECEMBER 1967

Wet betreffende de onbevaarbare waterlopen (1)

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *De classificering van de onbevaarbare waterlopen*

Artikel 1. In onderhavige wet wordt verstaan onder :

1. Onbevaarbare waterlopen : de rivieren en beken welke door de regering niet bij de bevaarbare waterlopen gerangschikt zijn, stroomafwaarts van het punt waarop hun waterbekken ten minste 100 hectare bedraagt. Dit punt wordt de oorsprong van de waterloop genoemd;

2. Waterbekken : de oppervlakte van het geheel van de gronden waarvan de waterafvoer door de waterloop wordt verzekerd stroomopwaarts van een bepaald punt.

Art. 2. De onbevaarbare waterlopen worden in drie categorieën gerangschikt.

Worden gerangschikt :

1. In de eerste categorie : de gedeelten van de onbevaarbare waterlopen, stroomafwaarts van het punt waar hun waterbekken ten minste 5 000 hectare bedraagt;

2. In de tweede categorie : de onbevaarbare waterlopen of gedeelten ervan die noch in de eerste noch in de derde categorie gerangschikt zijn;

3. In de derde categorie : de onbevaarbare waterlopen of gedeelten ervan, stroomafwaarts van hun oorsprong, zolang zij de grens niet hebben bereikt van de gemeente waar die oorsprong zich bevindt.

Art. 3. § 1. De gouverneur van de provincie op wier grondgebied het waterbekken van een onbevaarbare waterloop 100 hectare bedraagt, bepaalt zijn oorsprong.

Wanneer het punt waarop het waterbekken van een onbevaarbare waterloop 100 hectare bedraagt, zich bevindt op de grens van twee provinciën, wijst de Minister van Landbouw de gouverneur aan die bevoegd is om de oorsprong van die waterloop te bepalen.

§ 2. De Koning bepaalt het punt van waar af de waterloop in de eerste categorie gerangschikt is.

Art. 4. De Koning mag, om redenen van algemeen nut of klaarblijkelijk landbouwbelang, op de voordracht van de Minister van Landbouw :

1. Elke kunstmatige waterweg alsmede waterlopen of delen van waterlopen waarvan het waterbekken geen 100 hectare bedraagt, bij de onbevaarbare waterlopen rangschikken. Hij bepaalt er de categorie van;

2. Onbevaarbare waterlopen van de derde of van de tweede categorie naar een hogere categorie overbrengen :

wanneer het debiet van deze waterlopen abnormaal verhoogd wordt door lozing van riool- of industriewater;
wanneer het water van deze waterlopen op abnormale wijze verontreinigd is door afvalwater;

(1) *Buitengewone zitting 1965.*

Senaat.

Parlementaire bescheiden. — Wetsvoorstel, nr. 22.

Zitting 1966-1967.

Senaat.

Parlementaire bescheiden. — Verslag, nr. 299.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking en stemming. Vergadering van 27 juni 1967.

Kamer van volksvertegenwoordigers.

Parlementaire bescheiden. — Ontwerp door de Senaat overgezonden, nr. 454/1.

Zitting 1967-1968.

Kamer van volksvertegenwoordigers.

Parlementaire bescheiden. — Verslag, nr. 454/2.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking. Vergadering van 19 december 1967. — Stemming. Vergadering van 20 december 1967.

lorsque l'eau de ces cours d'eau subit une retenue par le fait d'un barrage ou d'un obstacle fixe quelconque; ou lorsque leur pente ou leur configuration en rendent l'entretien anormalement coûteux.

Sauf s'il s'agit d'une classification en première catégorie, le Ministre recueille au préalable l'avis de la députation permanente de la province compétente en la matière.

Art. 5. Les députations permanentes des conseils provinciaux sont chargées d'établir et de tenir à jour, en se conformant aux instructions du Ministre de l'Agriculture, les tableaux descriptifs des cours d'eau non navigables et tous les autres documents de nature à relever leur état.

Le Ministre de l'Agriculture peut imposer aux administrations communales l'obligation de prêter leur concours aux autorités provinciales pour l'exécution de ces tâches. Il règle la répartition des dépenses qui en résultent ainsi que le mode de recouvrement des avances faites par les provinces.

Le Ministre de l'Agriculture détermine les indications que ces tableaux et documents doivent contenir et prescrit comment et dans quel délai ils doivent être établis. Il fixe les modalités de l'enquête, des réclamations et des recours auxquels l'établissement des tableaux et documents donne lieu, ainsi que celles de leur approbation définitive. Il organise également la conservation et la tenue à jour de ces documents.

CHAPITRE II. — Des travaux ordinaires de curage, d'entretien et de réparation

Art. 6. Au sens de la présente loi, on entend par « travaux ordinaires de curage, d'entretien et de réparation » :

le dragage du cours d'eau jusqu'au plafond ferme;

l'arrachage et l'enlèvement des racines, branches, joncs, roseaux, plantes et tous autres objets étrangers qui se trouvent dans le cours d'eau et leur dépôt sur les rives;

l'enlèvement des dépôts qui se forment sur les rives convexes du cours d'eau et sur les saillies;

le curage des passages du cours d'eau sous les ponts et dans les parties voûtées;

la réparation des rives affaissées, au moyen de piquets, de clayonnages et autres matériaux; l'enlèvement des buissons et arbustes lorsqu'ils entravent l'écoulement de l'eau;

la réparation et le renforcement des digues qui existent le long du cours d'eau et l'enlèvement de tout ce qui s'y trouve, pour autant que cela puisse gêner l'écoulement de l'eau, que ces digues appartiennent à des personnes de droit privé ou public;

l'entretien, la réparation et les mesures propres à assurer le fonctionnement normal des stations de pompage qui se trouvent sur les cours d'eau, que celles-ci appartiennent à des personnes de droit privé ou public.

Art. 7. § 1er. Les travaux de curage, d'entretien et de réparation à faire aux cours d'eau de la première catégorie sont exécutés par l'Etat, conformément aux délais et modalités préalablement déterminés par le Ministre de l'Agriculture.

§ 2. Les travaux de curage, d'entretien et de réparation à faire aux cours d'eau de la deuxième catégorie sont exécutés par la province sur le territoire de laquelle ces cours d'eau sont situés.

Lorsque ces travaux concernent un cours d'eau ou partie de cours d'eau qui forme la limite entre deux provinces, le Ministre de l'Agriculture désigne la province qui sera chargée de leur exécution.

§ 3. Les travaux de curage, d'entretien et de réparation à faire aux cours d'eau de la troisième catégorie sont exécutés, sous le contrôle de la province, par la commune sur le territoire de laquelle ces cours d'eau sont situés.

§ 4. Les travaux visés aux §§ 2 et 3 doivent être exécutés conformément aux dispositions du règlement provincial sur les cours d'eau non navigables. Ce règlement doit régler les modalités d'exécution et notamment les délais à respecter; il doit également prévoir une visite annuelle des cours d'eau de la deuxième et de la troisième catégorie, aux fins de déterminer les travaux qui devront être exécutés au cours de la période de douze mois qui suit cette visite.

Art. 8. Les frais occasionnés par ces travaux sont supportés par les pouvoirs publics qui sont chargés de leur exécution. Une part contributive dans ces frais peut être mise à charge des personnes de droit privé ou public qui font usage du cours d'eau ou qui sont propriétaire d'un ouvrage d'art qui se trouve sur le cours d'eau, au prorata de l'aggravation des frais provoquée par l'usage du cours d'eau ou par l'existence de l'ouvrage d'art.

wanneer het water van deze waterlopen een opstuwing ondergaat ten gevolge van een stuw of enigerlei vaste hindernis; of wanneer hun helling of hun ligging het onderhoud ervan abnormaal duur maken.

Behoudens wanneer het een rangschikking in de eerste categorie betreft, wint de Minister vooraf het advies in van de ter zake bevoegde bestendige deputatie van de provincie.

Art. 5. De bestendige deputaties van de provinciale raden zijn belast, zich voegend naar de onderrichtingen van de Minister van Landbouw, met het opmaken en bijhouden van de beschrijvende tabellen van de onbevaarbare waterlopen en van alle andere bescheiden dienend om de toestand ervan op te nemen.

De Minister van Landbouw kan de gemeentebesturen de verplichting opleggen voor de uitvoering van die opdrachten met de provinciale overheden mede te werken. Hij regelt de verdeling van de er aan verbonden uitgaven en de wijze waarop de door de provinciën gedane voorschotten worden teruggevorderd.

De Minister van Landbouw bepaalt welke aanduidingen in deze tabellen en bescheiden moeten voorkomen en schrijft voor op welke wijze en binnen welke termijn zij worden opgemaakt. Hij bepaalt de modaliteiten van het onderzoek, van de bezwaren en van de beroepen waartoe het opmaken van de tabellen en bescheiden aanleiding geeft alsook die van hun definitieve goedkeuring. Hij stelt eveneens regelen inzake het bewaren en bijhouden van deze bescheiden.

HOOFDSTUK II. — Gewone ruimings-, onderhouds- en herstellingswerken

Art. 6. In onderhavige wet wordt verstaan onder « gewone ruimings-, onderhouds- en herstellingswerken » :

het uitbaggen van de waterloop tot op de vaste bodem; het uittrekken en verwijderen uit de waterloop van wortels, takken, biezen, riet, kruiden en over het algemeen alle vreemde voorwerpen en het neerleggen ervan op de oevers;

het wegruimen uit de waterloop van de aanspoelingen op de bolle oevers en uitspringende hoeken;

het reinigen van de doorgangen van de waterloop onder bruggen en overwelfde vakken;

het herstellen van de oevers die ingezakt zijn bij middel van palen, rijswerk en ander materiaal; het wegnemen van struiken en houtgewas wanneer dit de loop van het water belemmert;

het herstellen en verstevigen van de langsheen de waterloop bestaande dijken en het verwijderen van al hetgeen zich daarop bevindt zo dit de loop van het water zou hinderen, ongeacht of de dijk aan privaat- of publiekrechtelijke eigenaars toebehoort;

het onderhouden en herstellen en het verzekeren van de normale werking van de pompstations die zich op de waterlopen bevinden, ongeacht of zij aan privaat- of publiekrechtelijke eigenaars toebehooren.

Art. 7. § 1. De ruimings-, onderhouds- en herstellingswerken aan de waterlopen van de eerste categorie worden door de Staat uitgevoerd overeenkomstig vooraf door de Minister van Landbouw vastgestelde termijnen en modaliteiten.

§ 2. De ruimings-, onderhouds- en herstellingswerken aan de waterlopen van de tweede categorie worden uitgevoerd door de provincie op wier grondgebied die waterlopen gelegen zijn.

Wanneer die werken betrekking hebben op een waterloop of een gedeelte van een waterloop die de grens vormt van twee provinciën, wijst de Minister van Landbouw de provincie aan die met de uitvoering ervan belast is.

§ 3. De ruimings-, onderhouds- en herstellingswerken aan de waterlopen van de derde categorie worden uitgevoerd onder het toezicht van de provincie, door de gemeente op wier grondgebied die waterlopen gelegen zijn.

§ 4. De in §§ 2 en 3 bedoelde werken moeten worden uitgevoerd overeenkomstig de bepalingen van het provinciaal reglement betreffende de onbevaarbare waterlopen. Dit reglement moet de modaliteiten van die uitvoering regelen, onder meer de termijnen binnen welke zij moet geschieden; het moet ook bepalen dat jaarlijks een schouwing zal gedaan worden van de waterlopen van de tweede en de derde categorie ten einde vast te stellen welke werken moeten worden ten uitvoer gelegd in de loop van de daaropvolgende periode van twaalf maanden.

Art. 8. De door die werken veroorzaakte kosten worden gedragen door de openbare besturen die met hun uitvoering belast zijn. Een bijdrage in die kosten mag ten laste gelegd worden van de privaat- of publiekrechtelijke personen die gebruiker zijn van de waterloop of die eigenaar zijn van een kunstwerk dat zich op de waterloop bevindt, in verhouding tot de verzwaring van de kosten van die werken welke het gevolg is van het gebruik van de waterloop of van het bestaan van het kunstwerk.

Cette part contributive est fixée par le Ministre de l'Agriculture en ce qui concerne les cours d'eau de la première catégorie et par la députation permanente de la province compétente en ce qui concerne les cours d'eau de la deuxième et de la troisième catégorie.

Art. 9. Les obligations spéciales imposées, soit par l'usage, soit par des titres ou des conventions, sont maintenues et seront exécutées sous la direction des autorités chargées de l'exécution des travaux de curage, d'entretien ou de réparation.

Les ponts et autres ouvrages privés sont entretenus et réparés par ceux à qui ils appartiennent, à défaut de quoi le Ministre de l'Agriculture, en ce qui concerne les cours d'eau de la première catégorie, et la députation permanente de la province, en ce qui concerne les autres cours d'eau, peuvent ordonner les travaux à charge des propriétaires, sans préjudice des peines prévues par la présente loi.

CHAPITRE III. — Des travaux extraordinaires d'amélioration ou de modification

Art. 10. § 1er. Au sens de la présente loi, on entend par :

1. Travaux extraordinaires d'amélioration : tous travaux tels qu'approfondissement, élargissement, rectification et généralement toutes modifications du lit ou du tracé du cours d'eau ou des ouvrages d'art y établis, visant à améliorer d'une façon notable l'écoulement des eaux;

2. Travaux extraordinaires de modification : tous autres travaux modifiant le lit ou le tracé du lit ou les ouvrages d'art y établis qui, sans nuire à l'écoulement des eaux, ne visent pas à améliorer celui-ci.

§ 2. Les particuliers, les comités de remembrement, les polders, les wateringues, les établissements publics, les communes, les provinces et l'Etat peuvent, le cas échéant, en respectant les dispositions légales relatives à l'expropriation pour cause d'utilité publique et dans les conditions prévues par la présente loi, exécuter des travaux extraordinaires d'amélioration ou des travaux extraordinaires de modification à des cours d'eau non navigables, supprimer de tels cours d'eau ou en créer de nouveaux.

Section 1. — Des travaux extraordinaires d'amélioration

Art. 11. Sans préjudice des dispositions de l'article 12 de la présente loi :

1. les travaux extraordinaires d'amélioration relatifs aux cours d'eau de la première catégorie sont exécutés par et aux frais de l'Etat sous l'autorité du Ministre de l'Agriculture;

2. les travaux extraordinaires d'amélioration relatifs aux cours d'eau de la deuxième catégorie sont décidés par la députation permanente de la province et exécutés, sous le contrôle du Ministre de l'Agriculture, par et à charge de la province sur le territoire de laquelle ces cours d'eau sont situés.

Lorsque ces travaux concernent un cours d'eau ou partie de cours d'eau qui forme la limite entre deux provinces, ils sont exécutés par celle qui a la charge des travaux de curage, d'entretien et de réparation;

3. les travaux extraordinaires d'amélioration relatifs aux cours d'eau de la troisième catégorie sont décidés par le conseil communal de la commune sur le territoire de laquelle ces travaux doivent être exécutés et, après approbation de cette décision par la députation permanente de la province, exécutés sous la surveillance de celle-ci, par la commune qui a pris la décision et aux frais de cette commune.

Art. 12. Les particuliers, les comités de remembrement, les polders, les wateringues et les établissements publics ne peuvent exécuter des travaux extraordinaires d'amélioration aux cours d'eau non navigables qu'après y avoir été autorisés :

1. par le Roi, sur la proposition du Ministre de l'Agriculture, pour les travaux qui concernent les cours d'eau de la première catégorie;

2. par la députation permanente de la province compétente pour les travaux qui concernent les cours d'eau de la deuxième et de la troisième catégorie.

Art. 13. Sans préjudice des subsides alloués par les pouvoirs publics, les frais occasionnés par ces travaux sont supportés par ceux qui en ont pris l'initiative.

Le Ministre de l'Agriculture en ce qui concerne les cours d'eau de la première catégorie, et la députation permanente de la province, en ce qui concerne les autres cours d'eau, peuvent mettre une partie de la dépense à charge des provinces, des communes, des établissements publics ou même des particuliers qui bénéficieraient de ces travaux ou qui les ont rendus nécessaires.

Die bijdrage wordt bepaald door de Minister van Landbouw wat de waterlopen van de eerste categorie betreft en door de bestendige deputatie van de provincie wat de waterlopen betreft van de tweede en van de derde categorie.

Art. 9. De bijzondere verplichtingen welke, hetzij door het gebruik, hetzij door titels of overeenkomsten opgelegd worden, blijven behouden en zij moeten uitgevoerd worden onder de leiding van de overheden die belast zijn met de uitvoering van de ruimings-, onderhouds- en herstellingswerken.

De bruggen en andere private werken worden onderhouden en hersteld door diegenen aan wie ze toebehoren, zoniet kan de Minister van Landbouw, wat de waterlopen van de eerste categorie betreft, en de bestendige deputatie van de provincie, wat betreft de andere waterlopen, de werken doen uitvoeren op kosten van de eigenaars, onverminderd de bij deze wet bepaalde straffen.

HOOFDSTUK III. — Buitengewone werken van verbetering of wijziging

Art. 10. § 1. In onderhavige wet wordt verstaan onder :

1. Buitengewone werken van verbetering : alle werken zoals uitgraving, verbreding, rechttrekking en over het algemeen alle wijzigingen aan de bedding, het tracé of de kunstwerken die zich op de waterloop bevinden en die er toe strekken de waterafloop gevoelig te verbeteren;

2. Buitengewone werken van wijziging : alle andere werken die de bedding, het tracé of de kunstwerken die zich op de waterloop bevinden, wijzigen en die, zonder de waterafloop te schaden, er niet toe strekken deze te verbeteren.

§ 2. Particulieren, ruilverkavelingscomités, polders, wateringues, openbare instellingen, gemeenten, provinciën en de Staat kunnen, in voorkomend geval, met inachtneming van de wettelijke bepalingen betreffende de onteigening ten openbare nutte en onder de bij onderhavige wet bepaalde voorwaarden, buitengewone werken van verbetering of van wijziging aan de onbevaarbare waterlopen uitvoeren, zulke waterlopen afschaffen of er nieuwe aanleggen.

Afdeling 1. — Buitengewone werken van verbetering

Art. 11. Onverminderd de bepalingen van artikel 12 van deze wet :

1. worden de buitengewone werken van verbetering die betrekking hebben op waterlopen van de eerste categorie, uitgevoerd door en op kosten van de Staat onder het gezag van de Minister van Landbouw;

2. worden de buitengewone werken van verbetering die betrekking hebben op waterlopen van de tweede categorie beslist door de bestendige deputatie van de provincie en, onder het toezicht van de Minister van Landbouw, uitgevoerd door en op kosten van de provincie op wier grondgebied die waterlopen gelegen zijn.

Indien die werken betrekking hebben op een waterloop of op een gedeelte van een waterloop die de grens vormt tussen twee provinciën, worden zij uitgevoerd door deze die belast is met de ruimings-, onderhouds- en herstellingswerken;

3. worden de buitengewone werken van verbetering die betrekking hebben op waterlopen van de derde categorie, beslist door de gemeenteraad van de gemeente op wier grondgebied die werken moeten gedaan worden en, na goedkeuring van die beslissing door de bestendige deputatie van de provincie, onder het toezicht van deze laatste uitgevoerd door en op de kosten van de gemeente die de beslissing heeft genomen.

Art. 12. Particulieren, ruilverkavelingscomités, polders, wateringues en openbare instellingen mogen slechts buitengewone werken van verbetering aan onbevaarbare waterlopen uitvoeren nadat zij daartoe machtiging hebben verkregen :

1. van de Koning op voordracht van de Minister van Landbouw voor werken die betrekking hebben op waterlopen van de eerste categorie;

2. van de bevoegde bestendige deputatie van de provincie voor werken die betrekking hebben op waterlopen van de tweede en van de derde categorie.

Art. 13. Onverminderd de door de openbare besturen verleende toelagen worden de door die werken veroorzaakte kosten gedragen door hen die er het initiatief van genomen hebben.

De Minister van Landbouw wat de waterlopen van de eerste categorie betreft, en de bestendige deputatie van de provincie wat de andere waterlopen betreft, kunnen een deel van de kosten ten laste leggen van de provinciën, de gemeenten, de openbare instellingen of zelfs van de particulieren die uit bedoelde werken voordeel halen of deze werken noodzakelijk hebben gemaakt.

Section 2. — Des travaux extraordinaires de modification

Art. 14. § 1er. Les particuliers, les comités de remembrement, les polders, les waterings et les établissements publics ne peuvent exécuter des travaux extraordinaires de modification aux cours d'eau non navigables qu'après avoir été autorisés :

1. par le Roi, sur la proposition du Ministre de l'Agriculture, pour les travaux qui concernent les cours d'eau de la première catégorie;

2. par la députation permanente de la province pour les travaux qui concernent les cours d'eau de la deuxième et de la troisième catégorie.

Lorsque ces travaux concernent un cours d'eau ou partie de cours d'eau qui forme la limite entre deux provinces, l'autorisation est accordée par la députation permanente de la province qui a la charge des travaux de curage, d'entretien et de réparation.

Ces travaux sont exécutés sous le contrôle du Ministre de l'Agriculture en ce qui concerne les cours d'eau de la première catégorie, et de la députation permanente de la province compétente en ce qui concerne les autres cours d'eau.

§ 2. L'Etat peut exécuter des travaux extraordinaires de modification aux cours d'eau non navigables.

Les travaux extraordinaires de modification à exécuter à l'initiative d'un service de l'Etat, autre que le Ministère de l'Agriculture, requièrent l'avis favorable du Ministre de l'Agriculture, pour ce qui concerne les cours d'eau de la première catégorie et l'avis de la députation permanente de la province compétente en ce qui concerne les autres cours d'eau.

Art. 15. Les frais occasionnés par des travaux extraordinaires de modification sont supportés par ceux qui en ont pris l'initiative.

CHAPITRE IV. — Dispositions générales

Art. 16. Le lit d'un cours d'eau non navigable est présumé appartenir à l'Etat, à la province chargée des travaux de curage, d'entretien et de réparation ou à la commune, selon qu'il s'agit d'un cours d'eau de la première, de la deuxième ou de la troisième catégorie.

Pendant six mois à dater de la notification qui leur en sera faite par les autorités compétentes, les riverains du lit abandonné auront la faculté de se faire autoriser à disposer en pleine propriété du terrain devenu libre, en s'engageant à en payer, à dire d'experts, soit la propriété, soit la plus-value dans le cas où il serait reconnu qu'ils étaient propriétaires du fond.

Art. 17. § 1er. Les riverains, les usagers et les propriétaires d'ouvrages d'art sur les cours d'eau sont tenus :

1. De livrer passage aux agents de l'administration, aux ouvriers et aux autres personnes chargées de l'exécution des travaux;

2. De laisser déposer sur leurs terres ou leurs propriétés, les matières enlevées du lit du cours d'eau, ainsi que les matériaux, l'outillage et les engins nécessaires pour l'exécution des travaux.

§ 2. Aucune indemnité n'est due aux riverains, aux usagers et aux propriétaires d'ouvrages d'art en raison du dépôt, sur leurs terres ou propriétés, sur une bande de cinq mètres, à compter de la rive, des produits provenant des travaux de curage.

Le Ministre de l'Agriculture, les députations permanentes et les collèges des bourgmestre et échevins, selon le cas, peuvent toutefois décider que les rives seront débarrassées de ces produits.

§ 3. Les riverains, usagers et les propriétaires d'ouvrages d'art pourront réclamer un dédommagement pour le préjudice qu'ils auront subi à l'occasion de l'exécution des travaux extraordinaires. Ce dédommagement sera compris dans les frais des travaux.

Art. 18. La présente loi est d'application dans les polders et waterings, en ce qui concerne les cours d'eau de la première catégorie. Elle ne déroge pas aux règlements de ces administrations, en ce qui concerne les autres cours d'eau.

Toutefois, ces administrations pourront, à leur demande, obtenir de la députation permanente de la province, le bénéfice de l'application de la présente loi en ce qui concerne le classement des cours d'eau situés sur leur territoire et la répartition des frais pour les travaux ordinaires.

Art. 19. Les décisions à prendre par le Roi, par le Ministre de l'Agriculture, par le gouverneur de la province, par la députa-

Afdeling 2. — Buitengewone werken van wijziging

Art. 14. § 1. Particulieren, ruilverkavelingscomités, polders, wateringen en openbare instellingen mogen slechts buitengewone werken van wijziging aan onbevaarbare waterlopen uitvoeren nadat zij daartoe machtiging hebben verkregen :

1. van de Koning op voorstel van de Minister van Landbouw voor werken die betrekking hebben op waterlopen van de eerste categorie;

2. van de bestendige deputatie van de provincie voor werken die betrekking hebben op waterlopen van de tweede en van de derde categorie.

Indien die werken betrekking hebben op een waterloop of een gedeelte van een waterloop die de grens vormt tussen twee provinciën, wordt de machtiging verleend door de bestendige deputatie van de provincie die belast is met de ruimings-, onderhouds- en herstellingswerken.

Die werken worden uitgevoerd onder het toezicht van de Minister van Landbouw wat betreft de waterlopen van de eerste categorie en van de bevoegde bestendige deputatie van de provincie wat betreft de andere waterlopen.

§ 2. De Staat mag buitengewone werken van wijziging uitvoeren aan de onbevaarbare waterlopen.

Buitengewone werken van wijziging die uitgevoerd worden op initiatief van een andere staatsdienst dan het Ministerie van Landbouw, behoeven gunstig advies van de Minister van Landbouw wat betreft de waterlopen van de eerste categorie en advies van de bevoegde bestendige deputatie van de provincie wat betreft de andere waterlopen.

Art. 15. De door buitengewone werken van wijziging veroorzaakte kosten worden gedragen door hen die er het initiatief van genomen hebben.

HOOFDSTUK IV. — Algemene bepalingen

Art. 16. De bedding van een onbevaarbare waterloop wordt geacht toe te behoren aan het Rijk, aan de provincie die belast is met de ruimings-, onderhouds- en herstellingswerken of aan de gemeente, naar gelang het een waterloop van de eerste, van de tweede of van de derde categorie betreft.

Gedurende zes maanden te rekenen van de betekening die hun daarvan door de bevoegde overheid gedaan wordt, hebben de aangelanden van de verlaten bedding het recht zich te doen machtigen in volle eigendom over het vrijgemaakt terrein te beschikken, mits ze zich er toe verbinden, naar het verslag van deskundigen, de waarde te betalen hetzij van de eigendom, hetzij van de meerwaarde ingeval zou bewezen zijn dat zij eigenaars waren van de grond.

Art. 17. § 1. De aangelanden, de gebruikers en de eigenaars van kunstwerken op de waterlopen zijn verplicht :

1. Doorgang te verlenen aan de personeelsleden van het bestuur, aan de werklieden en aan de andere met de uitvoering van de werken belaste personen;

2. Op hun gronden of eigendommen de uit de bedding van de waterloop opgehaalde voorwerpen en de voor de uitvoering van de werken nodige materialen, gereedschap en werktuigen te laten plaatsen.

§ 2. Geen vergoeding is aan de aangelanden, aan de gebruikers en aan de eigenaars van kunstwerken verschuldigd uit hoofde van de plaatsing op hun gronden of eigendommen binnen een strook van vijf meter vanaf de oever, van de produkten die voortkomen van de ruimingswerken.

De Minister van Landbouw, de bestendige deputaties en de colleges van burgemeester en schepenen naar gelang het geval, kunnen evenwel beslissen dat de oevers zullen ontdaan worden van die produkten.

§ 3. De aangelanden, de gebruikers en de eigenaars van kunstwerken kunnen aanspraak maken op een schadeloosstelling voor de schade die zij hebben geleden naar aanleiding van de uitvoering van de buitengewone werken. Die schadeloosstelling wordt in de kosten van de werken verrekend.

Art. 18. Onderhavige wet is van toepassing in de polders en de wateringen wat betreft de waterlopen van de eerste categorie. Zij doet geen afbreuk aan de reglementen van die besturen wat de andere waterlopen betreft.

Die besturen kunnen evenwel, op hun verzoek, van de bestendige deputatie van de provincie het genot van de toepassing van deze wet verkrijgen wat betreft de classificering van de op hun gebied gelegen waterlopen en de verdeling van de kosten voor de gewone werken.

Art. 19. De door de Koning, de Minister van Landbouw, de gouverneur van de provincie, de bestendige deputatie van de pro-

tion permanente de la province ou par l'administration communale en exécution des articles 3, 4, 8, 10, 11, 12, 13, 14 et 18 de la présente loi seront précédées d'une enquête *de commodo et incommodo* dans les communes intéressées.

Un recours au Roi pourra être exercé contre les décisions prises par le gouverneur de la province ou par la députation permanente de la province, en exécution des articles 3, 8, 9, 11, 12, 13, 14 et 18.

Ce recours est exercé :

1. Par le gouverneur de la province contre les décisions de la députation permanente, dans les dix jours de la décision, conformément à l'article 125 de la loi provinciale;

2. Par le collège des bourgmestre et échevins ou par les personnes de droit privé ou public intéressées, dans le même délai à partir de la notification qui leur en sera faite ou à partir de la publication de la décision par la voie administrative.

Art. 20. Seront punis de peines de police sans préjudice des peines plus graves prévues par le Code pénal, ceux qui contrevennent aux dispositions de la présente loi ou des règlements pris en exécution de celle-ci.

Art. 21. Le Roi est autorisé à faire un règlement général de police des cours d'eau non navigables.

Il détermine, dans ce règlement, le sort des ouvrages existant sans droit sur les cours d'eau non navigables.

Il détermine, dans ce même règlement, outre la peine, les modalités de réparation de la contravention et définit la procédure à suivre au cas où le prévenu excipe d'un droit de propriété ou autre droit réel.

Art. 22. Les fonctionnaires de l'Etat et des provinces désignés par le Ministre de l'Agriculture et par le Ministre des Travaux publics ont, au même titre que les officiers de police judiciaire, le droit de rechercher et de constater par des procès-verbaux les infractions visées aux articles 20 et 23.

Art. 23. § 1er. Les conseils provinciaux sont chargés de mettre leurs règlements provinciaux relatifs aux cours d'eau non navigables en concordance avec les dispositions de la présente loi et des arrêtés pris pour son exécution.

Ils sont également tenus de prévoir dans ces règlements des règles applicables aux cours d'eau qui ne tombent pas sous l'application de la présente loi, notamment en ce qui concerne :

le curage, l'entretien et la réparation de ces cours d'eau;
les travaux extraordinaires d'amélioration ou de modification du lit ou du tracé du cours d'eau;
les autorisations requises pour la construction, l'enlèvement ou le changement des ponts, écluses, barrages de retenue ou de déviation, voûtements ou autres ouvrages d'art temporaires ou permanents;

les autorisations requises pour les plantations et pour la construction de bâtiments le long du cours d'eau;

l'interdiction d'entraver, de quelque façon que ce soit, l'écoulement de l'eau ou d'endommager l'état normal de l'eau du cours d'eau, de ses rives ou des ouvrages qui s'y trouvent.

§ 2. Ces règlements provinciaux requièrent l'approbation du Roi pour être exécutoires. Ils ne peuvent établir que des peines de police.

Art. 24. Sont abrogés :

1. la loi du 7 mai 1877, sur la police des cours d'eau non navigables ni flottables;

2. la loi du 15 mars 1950, modifiant la législation relative aux cours d'eau non navigables, modifiée par la loi du 16 février 1954, et par l'article 114, 9°, de la loi du 3 juin 1957, relative aux polders;

3. l'article 105 de la loi du 5 juillet 1956, relative aux wateringues, et l'article 104 de la loi du 3 juin 1957, relative aux polders.

Art. 25. Le Roi fixe la date de l'entrée en vigueur de la présente loi.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Motril, le 28 décembre 1967.

BAUDOIN

Par le Roi :

Le Ministre de l'Agriculture,

CH. HEGER

Vu et scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,

P. WIGNY

vincie of het gemeentebestuur overeenkomstig de artikelen 3, 4, 8, 10, 11, 12, 13, 14 en 18 van deze wet te nemen beslissingen, moeten worden voorafgegaan van een onderzoek *de commodo et incommodo* in de betrokken gemeenten.

Verhaal bij de Koning kan ingesteld worden tegen de krachtens de artikelen 3, 8, 9, 11, 12, 13, 14 en 18 door de gouverneur van de provincie of door de bestendige deputatie van de provincie genomen beslissingen.

Dit verhaal moet genomen worden :

1. Door de gouverneur van de provincie tegen de beslissingen van de bestendige deputatie van de provincie, binnen tien dagen na de beslissing, overeenkomstig artikel 125 van de provinciale wet;

2. Door het college van burgemeester en schepenen of door de belanghebbende publiek- of privaatrechtelijke personen binnen dezelfde tijd, te rekenen vanaf de dag dat de beslissing hun wordt betekend of vanaf de bekendmaking ervan langs de administratieve weg.

Art. 20. Met politiestrafen worden gestraft, onverminderd de zwaardere straffen bij het Wetboek van strafrecht voorgeschreven, zij die de bepalingen van deze wet of van de ter uitvoering ervan getroffen reglementen overtreden.

Art. 21. De Koning is bevoegd een algemeen politiereglement van de onbevaarbare waterlopen op te maken.

Hij bepaalt in dat reglement wat zal gebeuren met de werken die wederrechtelijk op de onbevaarbare waterlopen bestaan.

Hij stelt, in ditzelfde reglement, benevens de straf, regelen betreffende de modaliteiten van de herstelling van de overtreding en bepaalt de te volgen procedure voor het geval dat de beklagde een recht van eigendom of een ander zakelijk recht inroept.

Art. 22. De door de Minister van Landbouw en door de Minister van Openbare Werken aangewezen ambtenaren van het Rijk en van de provinciën hebben, zowel als de officieren van gerechtelijke politie, het recht de bij artikelen 20 en 23 bedoelde overtredingen op te sporen en bij middel van processen-verbaal vast te stellen.

Art. 23. § 1. De provinciale raden zijn ertoe gehouden hun provinciale reglementen betreffende de onbevaarbare waterlopen in overeenstemming te brengen met deze wet en met de ter uitvoering ervan getroffen besluiten.

Zij zijn er eveneens toe verplicht in die reglementen regelen te stellen betreffende de waterlopen die niet onder de gelding vallen van deze wet, onder meer wat betreft :

de ruiming, het onderhoud en de herstelling ervan;
de buitengewone werken van verbetering of wijziging van de bedding of het tracé van de waterloop;
de vereiste machtigingen voor het aanleggen, het verwijderen of het veranderen van bruggen, sluizen, stuw- of keerdammen, overwelvingen of andere tijdelijke of bestendige kunstwerken;

de vereiste machtigingen voor beplantingen en voor het oprichten van gebouwen langs de waterloop;

het verbod de loop van het water op enigerlei wijze te belemmeren of de normale staat van het water van de waterloop, van zijn oevers of van de werken die er zich op bevinden, te beschadigen.

§ 2. Die provinciale reglementen behoeven voor hun tenuitvoerlegging de goedkeuring van de Koning. Zij kunnen slechts politiestrafen bepalen.

Art. 24. Opgeheven worden :

1. de wet van 7 mei 1877, op de politie der onbevaarbare en onvlotbare waterlopen;

2. de wet van 15 maart 1950, tot wijziging van de wetgeving betreffende de onbevaarbare waterlopen, gewijzigd bij de wet van 16 februari 1954, en bij artikel 114, 9°, van de wet van 3 juni 1957, betreffende de polders;

3. artikel 105 van de wet van 5 juli 1956, betreffende de wateringues en artikel 104 van de wet van 3 juni 1957, betreffende de polders.

Art. 25. De Koning bepaalt de datum van inwerkingtreding van deze wet.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Motril, 28 december 1967.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Landbouw,

Gezien en met 's Lands zegel gezegd :

De Minister van Justitie,